

## CONCLUSION

Après huit années de gestion macro économique saine en Algérie, l'année 2008 s'est caractérisée par des performances financières historiques à en juger notamment par la solidité marquée de la position financière extérieure nette. Les performances financières de l'année 2008 ont été réalisées dans un contexte de grave crise financière et économique internationale. De plus, le quatrième trimestre 2008 a vu une récession synchronisée au niveau des économies avancées et une propagation des effets négatifs de la crise financière aux pays émergents et en développement.

Au cours de l'année 2008, caractérisée par la crise financière, l'Algérie a poursuivi ses bonnes performances économiques. En dépit de la récession du secteur des hydrocarbures, qui enregistre sa troisième année consécutive de baisse de la valeur ajoutée, et la contre performance de l'agriculture, le produit intérieur brut a progressé grâce au dynamisme des secteurs du bâtiment et travaux publics, de l'industrie et des services. La croissance hors hydrocarbures, tirée par le programme d'investissements publics, s'est située au dessus de 6 % pour la deuxième année consécutive, pendant que l'inflation est restée sous contrôle (4,4 % en moyenne annuelle contre 3,5 % en 2007), rythme le plus élevé depuis quatre ans, en contexte d'excès de liquidité structurel .

En dépit de l'envolée des importations des biens et services, l'année 2008 a enregistré un excédent du compte courant extérieur qui a dépassé 20 % du produit intérieur brut. En particulier, cette année a vu une accumulation et un niveau record des réserves officielles de change ainsi qu'un niveau très bas de la dette extérieure (2,5 % du produit intérieur brut) et de faible ratio de service de la dette extérieure (1 % des exportations de biens et services).

Si la balance des paiements courants a subit le choc externe inhérent à la chute des prix des hydrocarbures, au quatrième trimestre 2008, l'année 2008 s'est par ailleurs caractérisée par un

équilibre de la balance des capitaux. Il s'agit d'une performance très appréciable dans le contexte actuel de grave crise financière internationale, où un nombre croissant de pays émergents et en développement ont d'importants besoins de financements extérieurs, créés et alimentés par la situation de "sudden stop" (choc soudain provenant de la nette détérioration de la situation des banques internationales et des marchés financiers). Aussi, l'Algérie est citée parmi un nombre limité de pays émergents et en développement à faible vulnérabilité, ancrée sur la solidité marquée et la viabilité à moyen terme de sa position financière extérieure nette.

Le Trésor a accumulé davantage de ressources au niveau du Fonds de régulation des recettes (fonds de stabilisation) en 2008. Sachant l'importance des ressources du Fonds de régulation des recettes, la poursuite du programme d'investissements publics, c'est-à-dire l'effort soutenu d'investissement de l'Etat, a contribué à la bonne performance des secteurs hors hydrocarbures. C'est l'ancrage pour la nécessaire diversification de l'économie nationale.

Ces éléments de sauvegarde (buffers), en contexte de gestion prudente des réserves officielles de change par la Banque d'Algérie, ont largement contribué à limiter le risque de contagion financière pure. De plus, au quatrième trimestre 2008, les exigences de capital minimum des banques et établissements financiers ont été relevées et les reportings ont été renforcés par la Banque d'Algérie, améliorant davantage la supervision du secteur bancaire. En particulier, l'affinement des stress tests est mené d'une manière soutenue. Pendant que le renforcement de la régulation du système financier émerge comme une priorité au niveau mondial, la Banque d'Algérie continue de suivre de près l'évolution des risques bancaires, notamment la concentration des risques de crédit, pour s'assurer du développement de crédits sains à l'économie.

La liquidité ample des banques a permis la poursuite de l'expansion des crédits à l'économie en 2008, notamment pour le financement des investissements productifs. Dans le total des crédits distribués par les banques et établissements financiers,

nets des créances rachetées par le Trésor, la part des crédits à moyen et long termes a progressé, soit 55,6 % à fin 2008 contre 54,3 % à fin 2007. Les crédits accordés aux entreprises privées et ménages restent plus importants (54 %) que ceux distribués aux entreprises publiques (46 %). Les grands projets d'investissement des entreprises publiques dans les secteurs de l'énergie et de l'eau ont bénéficié des financements accordés par les banques publiques. Pour leur part, les crédits hypothécaires ont progressé de 16,5 % en 2008, passant de 109 milliards de dinars à fin 2007 à 127 milliards de dinars à fin 2008.

L'effort soutenu de bancarisation et de modernisation du secteur bancaire s'est conjugué avec une amélioration sensible des indicateurs de solidité du système bancaire en 2008, notamment en ce qui concerne la rentabilité et la solvabilité, témoignant de la résilience du secteur bancaire en Algérie face à la grave crise financière internationale.

Pour permettre aux banques d'améliorer davantage la gestion des risques de crédit, la Banque d'Algérie, après avoir activement participé à la modernisation des systèmes de paiement - elle est propriétaire et administrateur du système de règlements bruts de gros montants et paiements urgents -, a entrepris en 2008 la réalisation d'une nouvelle Centrale des risques. Celle-ci sera plus performante, pourvue de fonctionnalités plus étendues que celles de la centrale existante, avec un compartiment intégrant l'ensemble des crédits aux ménages.

En matière de supervision, et en plus des contrôles sur place et sur pièces traditionnels qui ont été intensifiés, les missions d'inspection conduite par la Banque d'Algérie ont procédé à l'évaluation du dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme au niveau de cinq banques et établissements financiers, objet de contrôle intégral. De plus, un contrôle-test complet a été effectué au niveau d'une autre banque.

La Banque d'Algérie, face à l'excès de liquidité du système bancaire devenu structurel, a maintenu le même niveau d'intervention sur le marché monétaire au moyen de reprises de liquidité à maturités de sept jours et trois mois, comparativement au second semestre 2007. Si l'objectif d'inflation de 3 % à moyen terme a été maintenu comme objectif ultime, le Conseil de la Monnaie et du Crédit a indiqué une cible de 3 % à 4 % pour l'année 2008 et ce, en raison du risque à la hausse de l'inflation importée.

La Banque d'Algérie a conduit la politique monétaire en 2008 principalement au moyen des instruments reprises de liquidité et facilités de dépôts rémunérés, avec un accent particulier sur l'agrégat base monétaire en tant qu'objectif opérationnel. Cela a permis d'absorber de manière effective l'excès de liquidité sur le marché monétaire et de maîtriser l'inflation, renforçant ainsi davantage la stabilité monétaire.

Au total, capitalisant sur les acquis de la stabilité macro économique, il s'agit pour l'Algérie de continuer à gérer au mieux cette période de crise économique et financière internationale, vu l'apparition de signes précurseurs de choc externe à fin 2008, tout en poursuivant la mise en place des conditions nécessaires pour davantage de diversification de l'économie nationale.



ERROR: syntaxerror  
OFFENDING COMMAND: --nostringval--

STACK:

```
(conclusion_08.qxd)
/Title
()
/Subject
(D:20090725114449)
/ModDate
()
/Keywords
(PDFCreator Version 0.8.0)
/Creator
(D:20090725114449)
/CreationDate
(ba)
/Author
-mark-
```